



Le processus de mise en place de l'Instance Nationale pour la Prévention de la Torture en Tunisie

Une expérience difficile et un rêve qui se réalise

Badreddine Abdelkafi

Octobre 2016



**Le processus de mise en place
de l'Instance Nationale
pour la Prévention de la Torture en Tunisie**

Une expérience difficile et un rêve qui se réalise

Préparé par Monsieur le député Badreddine Abdelkafi

Octobre 2016

Remerciements

Je mets entre vos mains cet effort, si modeste soit-il pour documenter le long processus de mise en place de l'Instance Nationale pour la Prévention de la Torture en Tunisie en préservant la mémoire, en appréciant les efforts et en présentant l'expérience tunisienne, unique en son genre dans le monde arabe.

J'adresse mes remerciements aux membres de l'Assemblée des Représentants du Peuple surtout les membres de la Commission électorale spéciale qui ont préparé le terrain pour la réalisation des rêves de la génération tunisienne qui aspire à une dignité humaine et qui ont concrétisé les efforts du Ministère des droits de l'Homme et de la Justice Transitionnelle. Ce ministère avait élaboré un projet de loi en 2013 qui a été adopté par l'Assemblée Nationale Constituante suite aux efforts déployés par les députés de la commission des droits et des libertés.

Mes sincères remerciements à l'Association pour la Prévention de la Torture (APT), à l'Organisation Mondiale Contre la Torture en Tunisie (OMCT), au bureau du Conseil de l'Europe en Tunisie, au bureau du Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme en Tunisie (HCDH), au Programme des Nations Unies pour le Développement en Tunisie (PNUD) et particulièrement à la directrice du bureau de l'OMCT en Tunisie, Gabriele Reiter, qui a renforcé cet effort et a veillé à sa concrétisation.

Et enfin, j'adresse mes remerciements à la jeune chercheuse Amal Guidara qui m'a aidé sur ce rapport.

Le Président de la Commission électorale spéciale
au sein de l'Assemblée des Représentants du Peuple,
M.Badreddine Abdelkafi

Sommaire

| | |
|---|----|
| Introduction | 8 |
| L'adoption de la loi organique régissant la mise en place de l'instance | 9 |
| Les travaux de la commission électorale spéciale | 11 |
| - Le début des travaux de la commission | 11 |
| - La sélection des membres | 14 |
| Les critères de sélection | 15 |
| Un climat inadéquat..... | 18 |
| Un ralentissement...puis un nouvel élan..... | 19 |
| Conclusions | 21 |
| Recommandations | 22 |
| Annexes..... | 23 |

Introduction

L'adoption de la loi organique n°43, en date du 21 octobre 2013 relative à l'Instance Nationale pour la Prévention de la Torture (INPT) a été un moment important et mémorable qui a représenté un aboutissement des efforts concertés entre l'Assemblée Nationale Constituante, le Ministère des droits de l'Homme et de la Justice Transitionnelle, la société civile, les instances et les organisations internationales pour rendre effectif l'engagement de la Tunisie dans la ratification du protocole facultatif de la convention contre la torture en date du 17 Mai 2011.

La révolution tunisienne a permis la réalisation d'un grand pas vers la mise en place des principes pour lesquels des générations successives se sont sacrifiées en vue d'assurer la préservation de la dignité humaine, afin de garantir les réformes et de maintenir un vent de révolution qui a connu des moments d'inaction suite aux évènements qui ont eu lieu dans le pays, aux actes terroristes et à la régression de la situation économique et en discréditant ceux qui n'ont pas cru en l'Assemblée Nationale Constituante et en sa capacité de s'acquitter de ses engagements et ceux qui ont voulu sa dissolution.

La réussite de l'élection des membres de l'Instance Nationale pour la Prévention de la Torture le 30 mars 2016 vient affirmer une étape encore plus importante et significative surtout que c'était dans un contexte de peur de retour en arrière sur les pas déjà entamés et dans le doute de l'existence de la volonté politique pour continuer le travail de l'assemblée nationale constituante pour la mise en place de cette instance, qui à défaut, la Tunisie aurait raté cette opportunité d'avoir l'honneur d'être le premier pays arabe qui installe ce mécanisme.

Comment était le processus de mise en place de l'Instance ?

Quels sont les enjeux et les défis qui ont eu lieu durant ce processus ?

Qu'a été le rôle de la société civile pendant toutes les phases, depuis l'adoption de la loi jusqu'à sa mise en place ?

Quelles sont les conclusions et les recommandations indispensables à la réussite de ce mécanisme en Tunisie ?

L'adoption de la loi organique régissant la mise en place de l'instance

Insistant sur le fait que la Tunisie entre dans une nouvelle phase de réussite grâce à la révolution de la liberté et de la dignité et la rupture avec le système de la tyrannie et des violations de l'intégrité physique qui a été un mode opératoire de l'ancien régime, et suite à la ratification du protocole facultatif contre la torture (OPCAT) en 2011¹ et avec le succès qu'a vécu la Tunisie pour la première fois en ayant des élections libres et transparentes sous les yeux du monde entier, il est indispensable pour les nouveaux représentants politiques qui ont pu s'affirmer après la révolution de faire valoir cet engagement.

Le Ministère des droits de l'Homme a dès lors effectué un projet de loi organique pour la mise en place d'un mécanisme national pour la prévention de la torture en s'appuyant sur une approche participative pendant laquelle le rôle du ministère n'a pas dépassé la tutelle et l'encadrement.

Les organisations et les associations ainsi que les militants ont salué le projet ratifié par l'assemblée nationale constituante le 9 octobre 2013 et l'ont considéré comme étant le fruit des efforts conjoints selon le communiqué paru en langue arabe par les ONG concernées le 11 octobre 2013².

La commission des droits, des libertés et des relations externes au sein de l'Assemblée Nationale Constituante a continué le processus participatif à travers l'organisation d'ateliers et des auditions pendant lesquels l'Organisation Mondiale Contre la Torture et l'Association pour la Prévention de la Torture ont joué, avec leurs partenaires de la société civile, un rôle primordial pour enrichir l'intervention sur les articles du projet de loi en présentant ses observations et recommandations pour atteindre la formulation la plus exacte et la plus précise de ces articles.

Malgré une atmosphère politique inappropriée et le retrait de quelques députés de l'Assemblée Nationale Constituante, le reste des députés, en sit-in dans l'assemblée, ont insisté pour couronner les efforts concertés afin d'avoir le privilège de ratifier la loi organique n°43 du 9 octobre 2013³ qui a rassuré les militants et les membres des organisations et associations nationales et internationales qui ont publié un communiqué

1 Le Protocole Facultatif à la Convention contre la Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants adopté le 18 Décembre 2002 ratifié par la Tunisie le 29 juin 2011.

2 Communiqué du 11 octobre 2013 des organisations et des associations (existe en langue arabe).

3 Loi organique n°2013-43 relative à l'instance nationale pour la prévention de la torture publiée sur le portail national de l'information juridique (le portail de la législation).

et envoyé des lettres de remerciement⁴ au président de l'Assemblée Nationale Constituante, à la présidente de la commission des droits et des libertés et à l'adjoint du président chargé de la relation avec la société civile pour les efforts qu'ils ont fourni et pour féliciter la Tunisie de cet accomplissement qui est le premier en son genre dans le monde arabe.

Par la suite, la commission des droits et des libertés a procédé à la sélection des membres de l'instance nationale pour la prévention de la torture en ouvrant le 19 novembre 2013 les candidatures qui s'en est suivie par des décisions de réouverture de candidatures pour insuffisances des dossiers dans quelque catégories prévues dans la loi, citant d'entre elles, les juges retraités et les spécialistes dans la protection de l'enfance ainsi que les professeurs universitaires.

Entre temps, les préparatifs des élections législatives et présidentielles ont ralenti le processus de mise en place de l'instance nationale pour la prévention de la torture et ont installé une atmosphère d'inquiétude et d'interrogation sur le manque de candidatures de la part de quelques catégories de la société au moment de l'ouverture de la réception de ces candidatures.

Alors qu'elles étaient les raisons derrière cela :

Était-ce la période qui a suivi la ratification de la constitution et tout ce qu'elle a engendré en termes de mise en place d'importantes instances comme l'instance supérieure indépendante des élections et l'instance vérité et dignité ?

Ou était-ce la préoccupation de la classe politique et des activistes pour assurer la réussite des élections ?

Ou était-ce encore un problème lié à la loi ratifiée ou autres problèmes qui n'ont pas été pris en considération ?

⁴ Lettre de félicitations (en annexe en langue arabe).

Les travaux de la commission électorale spéciale

Le début des travaux de la commission

Les élections libres, équitables et transparentes de 2014 ont eu pour conséquence la création d'un nouveau paysage au sein du parlement tunisien et ce grâce à l'adoption d'une loi électorale qui a rejeté la marginalisation et a priorisé le facteur favorisant l'union des tunisiens autour d'un projet qui rompt avec le passé à partir de moyens efficaces et rapides pour éviter les tensions et le chaos qui pourraient représenter un obstacle pour le processus de la justice transitionnelle.

Le 2 février 2015, l'assemblée des représentants du peuple a ratifié son règlement intérieur dont l'article 93 prévoit les prérogatives de la commission électorale :

« La commission électorale prend en charge les travaux qui lui sont attribués suite à une décision de l'assemblée générale ou selon les textes de lois dans le cadre des prérogatives électorales attribuées à l'ARP pour élire les membres des instances constitutionnelles indépendantes, de la Cour constitutionnelle et **d'autres instances.** »

Suite au retard de l'ARP concernant la mise en place des commissions spécialisées, la société civile a mis la pression sur le pouvoir législatif pour accélérer l'instauration de l'INPT et ce à travers une lettre signée par un groupe d'associations⁵.

Dès son installation le 4 mai 2015, la commission électorale a réagi à cette lettre, après un conflit avec la commission des droits et des libertés. Cette dernière a considéré qu'elle avait la légitimité de continuer le travail qu'avait déjà commencé son homologue au sein de l'ANC malgré la clarté de l'article 93 du règlement intérieur qui a servi comme base pour trancher la question et attribuer la mission à la commission électorale.

Après la session parlementaire du 4 mai 2015 qui a été conçue pour choisir le bureau de la commission sous la tutelle du président de l'assemblée la commission électorale a commencé ses travaux et a présenté lors de

⁵ Malgré les grands efforts entrepris par la Commission des droits, des libertés et des relations extérieures de l'Assemblée Nationale Constituante pour présélectionner les candidats et transmettre leurs dossiers en plénière pour qu'ils soient élus, cette étape n'a pas été franchie pour des raisons qui sont étrangères à ladite Commission. De ce fait, vu que l'Instance nationale pour la prévention de la torture n'a pas été encore constituée, nous vous encourageons par la présente à prendre les mesures nécessaires pour établir cette Instance dans les meilleurs délais.

Extrait de la lettre signée par l'ensemble des associations, le 20 janvier 2015.

la session du 26 mai 2015 ses prérogatives devant tous les membres en insistant sur son engagement pour accélérer la mise en place de l'INPT.

La commission a reçu, de la part de l'administration de l'assemblée, le résumé des anciens travaux effectués jusque-là par la commission des droits et libertés contenant ce qui suit :

« La totalité des dossiers reçus par l'assemblée qui compte 140 dossiers dont 126 ont été triés, comptent :

- 95 dossiers acceptés
- 31 dossiers rejetés

Aussi, les 14 dossiers reçus suite aux réouvertures des candidatures datant du 16 mai et du 15 août 2014 et qui n'ont toujours pas été triés. »

La commission a eu recours suite à cela, à un auditoire de la part de la présidente de la commission des droits et libertés, Madame Souad Abderrahim, pour prendre conscience de son expérience et ses essais de mise en place de cette instance et des obstacles auxquelles elle a fait face, cette dernière a affirmé que sa commission a ouvert les candidatures par une décision du président de la commission à la date du 13 novembre 2013⁶, mais cette commission n'a pu continuer ses travaux en raison du nombre dérisoire des dossiers dans quelques catégories notamment celles des juges retraités et des spécialistes dans la protection de l'enfance et ce malgré la prolongation des délais de réception des candidatures pour cinq fois consécutives.

La présidente a ajouté que la commission a aussi contacté les structures représentant les deux spécialités ce qui a permis de combler le manque de candidatures chez les spécialistes dans la protection de l'enfance mais que le manque de candidatures chez les juges retraités a persisté.

Selon la présidente, ce nombre dérisoire de candidatures serait lié à un manque de communication et à l'imprécision de la loi concernant les privilèges attribués aux membres de cette instance. De plus, cette période a coïncidé avec la situation politique que la Tunisie a connu durant l'année précédente empêchant ainsi de mettre la lumière sur cette instance.

La présidente a souligné l'importance de conserver les anciennes candidatures et de prendre une nouvelle décision de prolongation des délais de réceptions des candidatures et ce pour protéger les droits des anciens candidats.

⁶ La décision du 13 Novembre 2013 existe en langue arabe. (en annexe)

Suite à cet auditoire, un débat a eu lieu sur les derniers recours à adopter afin de continuer le processus et sur la possibilité de réviser la loi organique n°43 surtout son article 6 qui énumère les critères de sélection du candidat notamment celui de sa relation avec l'ancien régime, qui est considéré comme étant un critère incompatible avec le choix de rompre avec la marginalisation, telle était l'approche lors des élections législatives.

Mais la majorité des députés au sein de la commission a considéré que l'approche participative avec la société civile est la garantie principale pour la continuation du processus avec succès et pour trancher dans les points faisant objet de discordes.

Suite à cela, une table ronde sur **la mise en place d'une instance nationale pour la prévention de la torture** a été organisée le 4 juin 2015 au sein de l'assemblée, afin d'avoir les avis des représentants des associations locales et internationales⁷ sur les meilleures propositions d'accélération du processus de mise en place.

Cette initiative, qui reflète la collaboration et le partenariat de l'ARP avec les composantes de la société civile, a été très bien accueillie par cette dernière.

Ainsi les principales recommandations ont été :

- Eviter toute réforme de la loi relative à l'instance car cela mènerait à ralentir le processus de sa mise en place et à donner un signal négatif qui touche à la crédibilité de la Tunisie vis-à-vis de ses obligations conventionnelles et une discréditation envers le respect de la loi ; ladite loi qui n'a pas dépassé une année et demi depuis son adoption et qui a été le résultat d'une collaboration entre les autorités publiques et la société civile.
- Réouvrir les candidatures pour toutes les spécialités en précisant dans la décision de réouverture de candidature que les anciens candidats peuvent renouveler leur candidature par l'envoi d'une simple demande sans être obligés de joindre les documents qu'ils ont déjà présenté. Aussi, l'assemblée aurait la possibilité de contacter les anciens candidats pour les inviter à redéposer leurs candidatures s'ils le souhaitent.

7 Haut-Commissariat aux droits de l'Homme, Organisation Mondiale contre la Torture, Association pour la Prévention de la Torture, Freedom Without Borders, Association Internationale pour le Soutien des Prisonniers Politiques, Association Justice et Réhabilitation, Association Tunisienne des Jeunes Avocats, Observatoire Chahed, Association Al Karama, Ligue Tunisienne pour la Défense des Droits de l'Homme, Organisation Contre la Torture en Tunisie, Observatoire Tunisienne pour l'Indépendance de la Justice, Centre Al Kawakibi pour la Transition Démocratique, etc.

- Lancer une large campagne publicitaire avec la participation de toutes les composantes (ARP/ société civile/ medias..) pour sensibiliser sur l'importance de l'instance et encourager à la participation.

Suite à ces recommandations, la commission électorale a décidé le 11 juin 2015, de mandater son président pour prendre une décision annulant les anciennes candidatures et pour prendre une autre décision, datée du même jour, qui ouvre de nouveau la candidature pour l'instance. La commission a aussi consulté le tribunal administratif pour s'assurer de la régularité juridique de cette démarche et pour savoir si ladite décision préservait les droits des anciens candidats.

Le tribunal administratif, contrairement aux avis de la société civile et à la décision de la commission tenue lors de la consultation n°678/2015⁸, a tenu une conclusion incitant à ré ouvrir de nouveau les délais de présentation des candidatures afin de préserver les droits de ceux qui ont déjà présenté des candidatures à l'époque de l'assemblée nationale constituante et a considéré que « la commission électorale a, à elle seule, la prérogative de vérifier les critères de sélection des dossier et de sélectionner uniquement les candidats remplissant toute les conditions requises.. ».

La sélection des membres

Suite à la consultation du tribunal administratif, le processus de mise en place de l'instance a commencé avec une décision de prolongation supplémentaire⁹, conforme à l'avis du tribunal administratif, qui a été publié au journal officiel de la république tunisienne JORT, le 24 juillet 2015.

La prolongation a été déterminée par la commission pour une durée de 2 mois et ce à partir du 1eraoût 2015 jusqu'au 30 septembre 2015 afin de garantir la réception d'un nombre suffisant de candidatures. A savoir que cette période de longue durée pour les candidatures coïncide avec les vacances estivales durant lesquelles sont souvent constatées une baisse d'activité dans les domaines : politique, droit de l'Homme et sociale.

Le président de la commission a insisté sur l'importance de la communication avec les instances, les organisations et les medias pour qu'ils s'impliquent dans ce processus et incitent les activistes, les militants des droits de

8 Avis du tribunal administratif n°2015/678 (existe en langue arabe en annexe).

9 Décision du président de la commission accordant un cinquième délai supplémentaire pour la réception des candidatures en date du 24 Juillet 2015 (existe en langue arabe en annexe).

l'Homme et les personnes intéressées à présenter leur candidature. C'est dans ce cadre qu'a été organisé un atelier de travail, en coopération avec le bureau du Conseil de l'Europe en Tunisie, l'Organisation Mondiale Contre la Torture, l'Association pour la Prévention de la Torture, le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme et le Programme des Nations Unies pour le Développement, le 17 septembre 2015 sous l'intitulé : « **De la loi à la mise en place de l'INPT : Rôle des différents acteurs nationaux** ».

Lors de cet atelier, le président de la commission a insisté sur la volonté d'adopter cette instance avant la fin de l'année 2015 en invitant les intervenants à encourager le dépôt de candidatures avant la fin de la date de clôture de réception des dossiers surtout dans les spécialités manquantes notamment celles des juges retraités, des universitaires et des spécialistes dans la protection de l'enfance.

Aussi, il a souhaité plus de candidatures féminines dans toutes les catégories afin que l'égalité entre genres soit respectée telle que le prévoit la loi.

Les critères de sélection

Le travail ne consistait pas uniquement à établir l'instance, mais aussi à adopter les meilleurs moyens de sélection à travers une étude comparative des anciennes expériences.

C'est dans cet ordre d'idée que le président de la commission électorale a eu une réunion par Skype avec Patrick Marest et Marcus Jagger, deux experts du Conseil de l'Europe pour s'informer sur les meilleures méthodes de sélection adoptées dans les autres expériences. A été évoqué le modèle sélectif français qui consiste à poser une série de questions évaluatrices aux candidats et à leur donner une marge de temps pour la réflexion avant l'envoi des réponses. Des sessions d'auditions directes seront ensuite organisées. Des critères de sélection objectifs ont été ajoutés malgré leur absence dans le texte de la loi et ce pour faciliter la procédure de sélection.

Le 2 novembre 2015, une réunion de travail a été organisée avec la société civile afin qu'elle puisse présenter les bonnes pratiques en matière de sélection des candidats. Cette réunion avait pour but d'identifier le contenu des critères indiqués dans l'article 3 de la décision d'ouverture des candidatures et l'article 6 de la loi organique n°43 qui évoque les principes d'indépendance, d'impartialité et de neutralité.

Il a été souligné que les membres de l'instance ne devraient avoir aucune relation de soumission ou de dépendance avec les autorités et avec les superviseurs, ou donner l'impression que de telles relations existent.

Il a été évoqué que les membres ne devraient recevoir aucune information des parties sus indiquées et qu'ils devraient rester en dehors des tensions politiques. Ces membres sont aussi appelés à ne pas servir leurs propres intérêts privés, économiques, politiques ou médiatiques.

Cette réunion a conclu à des suggestions qui consistent à mettre en avant les critères de l'expérience et du professionnalisme et leur interrelation avec le sujet de la torture. L'historique de militantisme des candidats a été aussi évoqué comme critère principal lors de la sélection des candidats, sans oublier les critères d'indépendance, d'impartialité et de la neutralité qui ont été mentionnés dans le protocole facultatif.

Quelques intervenants ont considéré que ces critères ne pouvaient pas s'appliquer aux fonctionnaires publics opérant dans le domaine de la protection de l'enfance ainsi qu'aux professeurs universitaires, alors que d'autres participants avaient des avis contraires.

C'est dans ce sens qu'a été recommandé l'organisation d'entretiens avec les candidats afin de s'assurer de la conformité des candidatures avec les critères de sélection et de suivre une échelle d'évaluation et de classification. Cette procédure a suscité des avis mitigés. Certains étaient pour cette démarche considérant cela conforme à la loi et d'autres, au contraire, ont évoqué leurs craintes que cette procédure suscite des recours pour dépassement des conditions prévues par la loi.

Les participants étaient, cependant, unis sur l'importance d'éviter la sélection basée sur une répartition entre les partis politiques et la nécessité de la publication de la liste préliminaire des candidatures retenues et ce pour respecter le principe de la transparence.

A la suite de cette table ronde, la commission électorale avait tenu une session le 9 novembre 2015 pour déterminer un calendrier de travail pour la sélection des candidats et pour discuter les propositions des représentants des organisations internationales et des associations et examiner leur adéquation avec les exigences de la loi relative à l'Instance Nationale pour la Prévention de la Torture.

Dans ce cadre, le président de la commission a préparé une présentation à l'attention de la commission, incluant des normes objectives respectant les besoins spécifiques de chaque catégorie, comme suit :

Sélection des représentants de la société civile

- Le mandat de l'association et sa relation avec la prévention de la torture
- L'expérience dans les visites des lieux de privation de liberté
- La participation dans des congrès et des activités concernant la prévention de la torture
- L'ancienneté d'activisme dans la société civile et son niveau de responsabilité au sein de l'association

Sélection des avocats

- Ayant eu des affaires concernant la torture
- Activité en matière des droits de l'Homme incluant la prévention de la torture
- Prise en considération de son ancienneté (avocat à la Cour d'appel/ avocat à la Cour de cassation) en cas d'égalité entre les profils

Sélection des professeurs universitaires

- La relation de ses écrits et ses recherches avec la prévention de la torture
- Sa participation à des ateliers internationaux et à des congrès sur la prévention de la torture
- Le niveau académique en cas d'égalité entre les profils

Sélection des médecins

- Participation et publications sur la thématique de la prévention de la torture.
- Activité en matière des droits de l'Homme.
- Spécialité et relation avec la prévention de la torture.

Sélection des juges

- Implication dans des procès d'opinion ou à vocation politique
- Opinion vis-à-vis des affaires de torture
- Expérience dans le domaine des techniques d'investigation

Cependant, les membres de la commission ont refusé de discuter le fond de cette proposition considérant que rien que l'examen de ces suggestions risquerait d'engendrer des recours juridiques. De plus, ils ont considéré que le suivi de cette démarche ne permet pas l'accélération de la procédure d'établissement tel que cela a été souhaité par la commission.

La commission a décidé, avec la majorité de ces membres présents et en réponse aux recommandations des représentants de la société civile, de publier une liste des candidats acceptés sur le site web de l'Assemblée des Représentants du Peuple, et cela dans le respect des règles de la transparence. La commission s'est aussi engagée à ce que sa prochaine session soit à huis clos pour respecter les données personnelles des candidats. Elle a aussi tenu à finaliser ses travaux le 10 décembre 2015, date qui coïncide avec la commémoration de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Un climat inadéquat

Il était impossible de respecter le rendez-vous du 10 décembre à cause de l'indisponibilité de toutes les structures de l'Assemblée des Représentants du Peuple qui étaient occupées avec l'étude du budget étatique annuel de 2016 qui devrait être ratifié dans les délais prévus par la constitution¹⁰.

La commission n'a pu se réunir que le 21 décembre 2015 avec la présence du président de l'Assemblée des Représentants du Peuple et des médias. Au cours de cette réunion, le lancement de la sélection des membres de l'Instance Nationale pour la Prévention de la Torture a été officiellement annoncé.

Le processus de sélection a connu des difficultés pour une période de plus d'un mois. En effet, la loi a exigé l'approbation d'au moins des 3/5

¹⁰ « Le projet de loi de finance sera soumis à la Commission dans un délai qui ne dépasse pas la date du 15 octobre et sera ratifié dans un délai qui ne dépasse pas la date du 10 Décembre » - l'article 66 de la Constitution de Janvier 2014.

des membres de la commission pour pouvoir transmettre les noms des candidats présélectionnés à l'assemblée générale, chose qui a rendu ce processus plus compliqué.

Les absences fréquentes au sein des commissions en général et au sein des commissions spécialisés de façon spécifique, les changements au sein des blocs parlementaires, la scission au sein du plus grand groupe parlementaire, le démarrage tardif de la nouvelle session parlementaire avec des nouvelles compositions au sein des commissions et ses bureaux et le fait que l'assemblée n'a attribué qu'un seul jour de travail aux commissions spéciales ont contribué à rendre la situation plus difficile.

En général, le climat n'était pas approprié pour l'accélération de la mise en place de l'Instance.

Un ralentissement...puis un nouvel élan

La commission a commencé la sélection le 4 janvier 2016 dans le cadre des sessions fermées et a réussi à sélectionner 4 professeurs universitaires parmi 6 demandés. Il lui a été impossible de continuer avec la cadence prévue. Les difficultés précédemment citées, ont nécessité plus de sensibilisation auprès de la société civile et des médias pour responsabiliser les membres de la commission à travers une session ouverte pour les médias afin de chercher les motifs et les raisons des absences et trouver un moyen pour sortir de l'impasse dans laquelle s'est retrouvée la commission. Cette session a été une occasion pour échanger les avis sur les mécanismes requis d'exécution et responsabiliser les membres de la commission afin de ne pas faire rater à la Tunisie l'opportunité d'établir cette Instance.

Cette session a représenté une occasion de donner un nouvel élan à la société civile pour intervenir dans l'accélération du processus, chose qui a permis de programmer et de mettre en place une série de sessions successives ayant été achevée à la date du 9 mars 2016 par la sélection du nombre requis (48 candidats) pour le choix des membres de l'Instance Nationale pour la Prévention de la Torture dans toutes les catégories (les représentants des organisations et associations de la société civile œuvrant dans le domaine des droits de l'Homme, les professeurs universitaires spécialisés en sociologie, les spécialistes dans la protection de l'enfance, les juges retraités, les avocats et les médecins).

En vertu de l'article 7 de la loi organique n° 2013-43 du 21 octobre 2013, relative à l'INPT, le président de la commission électorale s'est chargé, le 11 mars 2016, de soumettre la liste des candidatures sélectionnées par la commission (classées par ordre alphabétique) au président de l'Assemblée des Représentants du Peuple pour la présenter lors de la session plénière de l'Assemblée. Cette assemblée générale a été fixée à la date du 29 mars 2016.

Durant la session plénière, ce processus a été ponctué par un grand débat sur la majorité requise par la loi organique. S'agit-il de la majorité absolue ou celle des présents et tout cela selon l'interprétation du paragraphe de l'article 7 de la loi n°43, qui dispose:

« Le président de la commission transmet à la séance plénière de l'assemblée chargée du pouvoir législatif une liste comprenant les noms des candidats classés par ordre alphabétique, sur la base de la parité dans la sélection conformément aux dispositions du présent article, afin de choisir les membres de l'instance à la majorité des membres par vote secret uninominal. »

La session plénière s'est conclue par considérer la majorité absolue afin d'assurer aux futurs membres de l'Instance une plus large recevabilité.

L'opération a nécessité deux tours pour quelques-candidats et a été complètement achevée le matin du 30 mars 2016 par la proclamation officielle de la naissance de l'Instance Nationale pour la Prévention de la Torture en tant que première instance en son genre dans un pays arabe. Cet évènement a été considéré comme le premier achèvement de l'Assemblée qui venait de sélectionner sa première instance. Il s'agissait de l'évènement le plus marquant dans le pays qui a suscité l'intérêt de la plupart des médias créant de larges débats : sur la spécificité de cette Instance, la possibilité de son succès et sur les membres sélectionnés et ceux qui n'ont pas été retenus par les députés.

Conclusions

L'approche participative dans le cadre de la mise en place de la loi relative à l'instauration de l'Instance Nationale pour la Prévention de la Torture a contribué à fournir un environnement convenable et une interaction positive avec la société civile tout au long de ce processus d'instauration et jusqu'au moment de sa déclaration.

Malgré l'importance de cette contribution, on ne peut pas nier le fait que cette loi contient des choix qui ont représenté un dysfonctionnement ralentissant le processus de choix des membres de l'instance, notamment :

- La variété des spécialités et l'obligation de représentativité de ces dernières au sein de l'instance sans laisser une marge de diligence à cette dernière face aux probables absences de candidatures dans certaines catégories,
- Le manque de précision dans l'article 21 sur la question du travail à temps plein des membres de l'instance. Obligatoire pour le président et le secrétaire général, les possibilités et la situation des autres membres restent en suspens,
- Les critères sur la base desquels la sélection des membres devrait être faite n'est pas détaillée et précisée à la manière qui faciliterait le processus de sélection. Seules les conditions d'impartialité, de neutralité et d'indépendance ont été mentionnées.
- L'expérience de l'assemblée nationale constituante avec les recours auprès du tribunal administratif soumis suite à la sélection des membres de l'instance supérieure indépendante des élections domine encore les délibérations de l'assemblée et rend les interprétations difficiles surtout en l'absence de détails.

Recommandations

Après la réussite du processus de choix des membres, il est convenable de bien se préparer pour la date de renouvellement de la moitié de ces membres et ce, en préparant un projet réformant la loi. Ce projet de réforme devrait :

- Préciser les critères requis pour chaque catégorie ainsi qu'une mise en place d'un mécanisme facilitant la bonne sélection des membres ou, le cas échéant, de laisser à la commission la diligence dans la détermination d'une grille de critères.
- Reformuler l'article 21 régissant les vacances et le travail à plein temps pour garantir l'efficacité de l'instance.
- Préciser la majorité demandée lors du vote durant l'assemblée générale (majorité des membres ou majorité des présents), et changer la majorité demandée lors de la sélection au sein de la commission en la limitant aux membres présents pour éviter les dysfonctionnements dus aux absences.

Annexes (en arabe)

1. Communiqué des associations du 11 octobre 2013
2. Lettres de félicitations à l'occasion de la ratification de la loi n°2013-43 relative à l'Instance Nationale pour la Prévention de la Torture du 16 octobre 2013
3. Décision du président de la commission du 13 novembre 2013
4. Lettre des associations adressée à l'Assemblée des Représentants du Peuple du 20 janvier 2015
5. Avis du tribunal administratif n.678/2015
6. Décision du président de la commission accordant un cinquième délai supplémentaire pour la réception des candidatures du 24 juillet 2015

Cette publication a été rendue possible grâce au soutien de l'OMCT qui est appuyée par la Commission européenne et la Confédération suisse.

1. بيان 11 أكتوبر 2013 للمنظمات والجمعيات

اعتماد القانون التونسي الذي يحدد الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب يعطي الأمل في مستقبل خال من التعذيب

تونس / جنيف، 11 أكتوبر 2013.

اعتمد المجلس الوطني التأسيسي التونسي، الذي يمثل البرلمان المؤقت، مساء أمس 9 أكتوبر 2013 القانون الأساسي المتعلق بالهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة. ستقوم الهيئة بزيارات منتظمة وفجئية إلى جميع أماكن الاحتجاز والحرمان من الحرية للوقاية من التعذيب وغيره من ضروب سوء المعاملة. وبالتالي فإن تونس تفي بالالتزامات المنصوص عليها في البروتوكول الاختياري لاتفاقية مناهضة التعذيب الذي صادقت عليها الحكومة الانتقالية في جوان 2011، مما جعل تونس الدولة الطرف الـ 60 في البروتوكول.

وبذلك أصبحت تونس أول بلد في العالم العربي وخامس بلد في القارة الأفريقية أحدث آلية وقائية وطنية بموجب القانون الدولي لحقوق الإنسان.

أحدث هذا القانون الأساسي هيئة تتألف من 16 عضواً مستقلاً ومحايدين من متعددي التخصصات، سينتخبون من قبل الهيئة التشريعية لولاية واحدة مدتها سبع سنوات. تضم الهيئة ستة أعضاء من المجتمع المدني وعضوين من أساتذة الجامعات ومتخصص في مجال حماية الطفل ومحامين وثلاثة أطباء وقاضيين متقاعدين.

على اثر هذه الزيارات، ستقوم الهيئة بتقديم توصيات لتحسين نظام وظروف الاحتجاز كما أنها ستنتظر في الشكاوي وستحقق في حالات التعذيب وغيره من ضروب سوء المعاملة.

لم يتم بعد القضاء على التعذيب في تونس لذلك تدعو المنظمات غير الحكومية الدولية والوطنية السلطات المعنية للإسراع لفتح باب الترشيحات لعضوية الهيئة.

نظراً لأهمية هذه الآلية الجديدة للوقاية ونظراً إلى العملية التشاركية لصياغة مشروع القانون ونظراً للولاية الطويلة المدى نسبياً، فإنه من المرغوب ومن الموصى به بشدة أن يتمكن المجتمع المدني من المشاركة بصفة استشارية أثناء هذه العملية، بما في ذلك في طريقة اختيار أعضاء الهيئة.

ستمثل القدرات والصفات الفردية لكل عضو واستقلالهم عن السلطة التنفيذية والتشريعية والقضائية أو السياسية ومعرفتهم وخبراتهم الشخصية مكسباً كبيراً لنجاح الهيئة الوطنية التونسية للوقاية من التعذيب، التي يؤمل أن تعتبر نموذجاً و قاطرة يجب اتباعها في جميع أنحاء المنطقة.

ومن المؤسف أن النقاشات قد جرت دون اجتماع جميع أعضاء المجلس الوطني التأسيسي، لكن من المريح أن نتذكر أنه تم تتبع الأعمال التحضيرية للقانون من قبل غالبية الكتل البرلمانية التي دعمتها.

وقد تم التفاوض على مشروع القانون بروح وعملية تشاركية شارك فيها خبراء في حقوق الإنسان من المجتمع المدني والحكومة بالاستناد إلى أفضل الممارسات الدولية.

على الرغم من أن بعض توصيات منظمات حقوق الإنسان لم تؤخذ بعين الاعتبار، بما في ذلك مخاطر إعاقة السير العادي للهيئة الذي من شأنه أن يؤدي إلى استعمال المادة 13 من القانون، فإن المجتمع المدني رحب باعتماد القانون ككل والتزم بضمان أن تكون الهيئة في مستوى توقعاته.

أشار ممثلو المجتمع المدني إلى أن: "أماكن الحرمان من الحرية ليست أماكن للحرمان من الحقوق" وأنه ينبغي معاملة أي شخص، سواء كان يملك حريته الكاملة أو محروم منها، باحترام لكرامته الإنسانية.

2. رسائل تهنئة بمناسبة المصادقة على القانون 43



association pour
la prévention
de la torture

Monsieur Badreddine Abdelkefi
Assesseur chargé des relations avec le
citoyen, avec la société civile et les
Tunisiens résidents à l'étranger
Assemblée Nationale Constituante
Bardo 2000, Tunis
Tunisie

Genève, 16 octobre 2013

Monsieur,

Nous félicitons l'Assemblée Nationale Constituante pour avoir adopté la loi relative à l'Instance nationale pour la prévention de la torture. Vos efforts dans cette entreprise ont joué un rôle crucial. Nous vous remercions pour votre engagement et votre soutien.

La Tunisie devient ainsi le premier pays dans le monde arabe à créer un Mécanisme national de prévention (MNP) et le cinquième sur le continent africain. Nous espérons que le pouvoir législatif, lors de sa mise en œuvre, désignera des membres indépendants et compétents, capables de faire de l'Instance un exemple pour toute la région.

Nous sommes prêts à vous accompagner dans la création de l'Instance nationale de la prévention de la torture et nous sommes tout particulièrement intéressés à poursuivre avec vous le processus de désignation des membres de l'Instance.

Dans l'attente du plaisir de continuer notre coopération à cet égard, nous vous prions de croire, Monsieur, à l'expression de nos sentiments respectueux.

Gérald Staberock
Secrétaire général, OMCT

Mark C.A. Thomson
Secrétaire général, APT

Annexe: Communiqué de la presse signée par 16 associations sur l'adoption de la loi relatif à l'Instance nationale de la prévention de la torture en Tunisie.



association pour
la prévention
de la torture

Madame Souad Abderrahim
Présidente, Commission des droits et des
libertés et des relations étrangères
Assemblée Nationale Constituante
Bardo 2000
Tunis
Tunisie

Genève, 16 octobre 2013

Madame la Présidente,

Nous félicitons l'Assemblée Nationale Constituante pour avoir adopté la loi relative à l'Instance nationale pour la prévention de la torture. Vos efforts dans cette entreprise ont joué un rôle crucial. Nous vous remercions pour votre engagement et votre soutien.

La Tunisie devient ainsi le premier pays dans le monde arabe à créer un Mécanisme national de prévention (MNP) et le cinquième sur le continent africain. Nous espérons que le pouvoir législatif, lors de sa mise en œuvre, désignera des membres indépendants et compétents, capables de faire de l'Instance un exemple pour toute la région.

Nous sommes prêts à vous accompagner dans la création de l'Instance nationale de la prévention de la torture et nous sommes tout particulièrement intéressés à poursuivre avec vous le processus de désignation des membres de l'Instance.

Dans l'attente du plaisir de continuer notre coopération à cet égard, nous vous prions de croire, Madame la Présidente, à l'expression de notre haute considération.

Gérald Staberock
Secrétaire général, OMCT

Mark C.A. Thomson
Secrétaire général, APT

Annexe: Communiqué de la presse signée par 16 associations sur l'adoption de la loi relatif à l'Instance national de la prévention de la torture en Tunisie.



association pour
la prévention
de la torture

Monsieur Semir Dilou
Ministre des droits de l'Homme et de la
justice transitionnelle
Bardo 2000
Tunis
Tunisie

Genève, 16 octobre 2013

Monsieur le Ministre,

Nous félicitons l'Assemblée Nationale Constituante pour avoir adopté la loi relative à l'Instance nationale pour la prévention de la torture. Vos efforts dans cette entreprise ont joué un rôle crucial. Nous vous remercions pour votre engagement et votre soutien.

La Tunisie devient ainsi le premier pays dans le monde arabe à créer un Mécanisme national de prévention (MNP) et le cinquième sur le continent africain. Nous espérons que le pouvoir législatif, lors de sa mise en œuvre, désignera des membres indépendants et compétents, capables de faire de l'Instance un exemple pour toute la région.

Nous sommes prêts à vous accompagner dans la création de l'Instance nationale de la prévention de la torture et nous sommes tout particulièrement intéressés à poursuivre avec vous le processus de désignation des membres de l'Instance.

Dans l'attente du plaisir de continuer notre coopération à cet égard, nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, à l'expression de notre haute considération.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Gérald Staberock', written in a cursive style.

Gérald Staberock
Secrétaire général, OMCT

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Mark C.A. Thomson', written in a stylized, blocky cursive style.

Mark C.A. Thomson
Secrétaire général, APT

Annexe: Communiqué de la presse signée par 16 associations sur l'adoption de la loi relatif à l'Instance national de la prévention de la torture en Tunisie.

3. رسالة المنظمات والجمعيات لمجلس نواب الشعب

تونس، في 18 فيفري 2015

السيد رئيس مجلس نواب الشعب،

السيدات و السادة النواب المحترمين،

الموضوع: إنشاء الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب.

بمناسبة انتخابكم في مجلس نواب الشعب، المنظمات و الجمعيات المذكورة أسفله تتمنى لكم النجاح في مهامكم التي ترنو إلى تكريس دولة القانون.

في هذا الإطار، نشجعكم على تركيز المؤسسات و الآليات و القيام بالإصلاحات الضرورية طبقا لما ينص عليه الدستور الجديد للجمهورية التونسية و تبعا للمعايير القانونية الجديدة التي تمت المصادقة عليها اثر الثورة.

يشرفنا مراسلتكم راغبين مشاركتكم في هذا الإطار كما كان هو الحال مع نواب و هيكل المجلس الوطني التأسيسي.

التفاعل مع المجلس الوطني التأسيسي مكثنا من تمرير العديد من الملاحظات و المقترحات و أخذها بعين الاعتبار و المساهمة في تركيز معايير قانونية جديدة.

المصادقة على القانون الأساسي، عدد 43، المؤرخ في 23 أكتوبر 2013، المتعلق بالهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب طبقا لمستلزمات البروتوكول الاختياري لاتفاقية مناهضة التعذيب المصادق عليه من طرف الدولة التونسية سنة 2011 ، هذا القانون الأساسي أتى اثر أشغال مستمرة و تبادل الخبرات بين ممثلي المجتمع المدني و ممثلي وزارة العدل و حقوق الإنسان و العدالة الانتقالية و من ثم لقاءات و مشاورات مع نواب و هيكل المجلس الوطني التأسيسي.

و تمت المصادقة على هذا القانون الأساسي بطريقة شبه توافقية و لم يبق إلا البعض من ملاحظتنا التي لم يقع اعتمادها و التي تتمنى أنها لن تعيق مهام و أشغال الهيئة في المستقبل.

على الرغم من الجهود التي بذلتها لجنة الحقوق و الحريات و العلاقات الخارجية صلب المجلس الوطني التأسيسي للقيام بالفرز الأولي للمترشحين من أجل تمرير الملفات للجلسة العامة لانتخاب أعضاء الهيئة إلا أن هذه المرحلة لم تتم.

نظرا لعدم إحداث الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب نشجعكم عبر هذه المراسلة لاتخاذ الإجراءات الضرورية اللازمة لإنشاء الهيئة في أقرب الأجل.

إن تركيز الهيئة يأتي في إطار الالتزامات المحلية و الدولية لتونس و سيكون وسيلة أساسية للوقاية من التعذيب و سوء المعاملة عبر الزيارات للاماكن التي يحرم فيها الأشخاص من حريتهم و الإشعارات و التوصيات التي ستقدمها الهيئة.

نبقى على ذمتكم للاستجابة للتساؤلات و للمعلومات الإضافية التي ترغبون في الحصول عليها.

السيد رئيس مجلس نواب الشعب، السيدات و السادة النواب المحترمين، تفضلوا بقبول فائق التقدير و الاحترام.

قائمة الجمعيات و المنظمات التونسية و الدولية التي اتفقت على نص و فحوى الرسالة الموجهة لسيادتكم:

| | | |
|------------------|---|---|
| AI |  | منظمة العفو الدولية |
| AISPP |  | الجمعية الدولية لمساندة المساجين السياسيين |
| AJR |  | جمعية العدالة و رد الاعتبار |
| APT |  | جمعية الوقاية من التعذيب |
| ATJA |  | الجمعية التونسية للمحامين الشباب |
| CHAHED |  | مرصد شاهد لمراقبة الانتخابات و دعم التحولات الديمقراطية |
| DIGNITY |  | مركز البحوث و إعادة تأهيل ضحايا التعذيب |
| FWB |  | حريات بلا حدود |
| HRW |  | هيومن رايتس واتش |
| INSAF |  | جمعية إنصاف قداماء العسكريين |
| EI KARAMA |  | جمعية الكرامة للسجين السياسي |
| LIBERTE & EQUITE |  | حرية و إنصاف |
| LTDH |  | الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان |
| OCTT |  | المنظمة التونسية لمناهضة التعذيب |
| OMCT |  | المنظمة العالمية لمناهضة التعذيب |
| OTIM |  | المرصد التونسي لاستقلال القضاء |
| OTRPS |  | المنظمة التونسية للإصلاح الجزائي و الأمني |

الأوامر والقرارات

المجلس الوطني التأسيسي

الفصل 4 . يحتوي ملف الترشيح وجوبا على الوثائق التالية :

1 . الوثائق المشتركة بين جميع الأصناف :

- مطلب ترشح معرف بالإمضاء (نموذج قابل للتحميل على الموقع الإلكتروني (www.anc.tn).
- استمارة الترشيح معرفة بالإمضاء (نموذج قابل للتحميل على الموقع الإلكتروني (www.anc.tn).
- التصريح على الشرف معرف بالإمضاء (نموذج قابل للتحميل على الموقع الإلكتروني (www.anc.tn).
- السيرة الذاتية (اختياري).
- نسخة من بطاقة التعريف الوطنية أو من جواز سفر تونسي.
- مضمون من الحالة المدنية لم تمض على تسليمه مدة ثلاثة أشهر.
- بطاقة عدد 3 أو وصل في الإيداع شرط أن يتم تقديم البطاقة قبل تاريخ اجتماع لجنة الفرز.

- صورتان شمسيان،

- نسخة من الشهادات العلمية المتحصل عليها.

- نسخة مطابقة للأصل من أعلى شهادة علمية.

2 . الوثائق الخاصة بكل صنف :

- في صنف ممثلي المنظمات والجمعيات :
- شهادة صادرة عن المنظمات والجمعيات المعنية تثبت تحمل مسؤولية لمدة سنتين على الأقل في مجال حقوق الإنسان.
- في صنف الأساتذة الجامعيين :
- الشهادات العلمية أو المعادلة لها أو المنظره بها والتي تفيد الاختصاص في المجال الاجتماعي،

- شهادة تفيد صفة الجامعي من الهياكل المعنية.

في صنف مختص في حماية الطفولة :

- شهادة تفيد الاختصاص في مجال حماية الطفولة.

في صنف ممثلي قطاع المحاماة :

- شهادة ترسيم بالهيئة الوطنية للمحاميين تفيد صفة المحامي لم تمض على تسليمها مدة ثلاثة أشهر.

في صنف ممثلي الأطباء :

- شهادة تفيد الترسيم في العمادة الوطنية للأطباء بالجمهورية التونسية لم تمض على تسليمها مدة ثلاثة أشهر.

في صنف القضاة :

- قرار الإحالة على التقاعد.

باردو في 13 نوفمبر 2013.

رئيسة لجنة الحقوق والحريات

والعلاقات الخارجية

سعاد بن عبد الرحيم

قرار من رئيسة لجنة الحقوق والحريات والعلاقات الخارجية بالمجلس الوطني التأسيسي مؤرخ في 13 نوفمبر 2013 يتعلق بفتح باب الترشيحات لعضوية الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب.

إن رئيسة لجنة الحقوق والحريات والعلاقات الخارجية بالمجلس الوطني التأسيسي بوصفها رئيسة اللجنة المختصة بفرز ملفات الترشيح لعضوية الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب.

بعد الاطلاع على القانون التأسيسي عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 16 ديسمبر 2011 المتعلق بالتنظيم المؤقت للسلط العمومية.

وعلى القانون الأساسي عدد 43 لسنة 2013 المؤرخ في 21 أكتوبر 2013 المتعلق بالهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب وخاصة الفصلين 7 و27 منه.

وعلى مداولات لجنة الحقوق والحريات والعلاقات الخارجية بالمجلس الوطني التأسيسي المشرفة على فرز ملفات الترشيح لعضوية الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب.

قررت ما يلي :

الفصل الأول - يفتح باب الترشيحات لعضوية الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب حال دخول هذا القرار حيز النفاذ ويغلق يوم 15 ديسمبر 2013.

ويعتمد لمعرفة تاريخ الإرسال ختم البريد .

ترفض المطالب المرسله خارج الأجل المحددة بهذا القرار .

الفصل 2 - يرسل ملف الترشيح وجوبا عبر البريد مضمون الوصول مع الإعلام بالبلوغ في ظرف مغلق باسم رئيسة لجنة الحقوق والحريات والعلاقات الخارجية وذلك إلى مقر المجلس الوطني التأسيسي.

توضع على الطرف عبارة "مطلب ترشح لعضوية الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب" مع التخصيص على عبارة "لا يفتح".

الفصل 3 - يشترط في المترشح لعضوية الهيئة أن يكون تونسي الجنسية، وبالعامة من العمر 25 عاما على الأقل، وأن يكون نزيها ومستقلا ومحايذا، كما يشترط أن لا يكون قد صدر في حقه حكم بات بالتفليس أو تم عزله أو إعفاهه من مهامه لسبب مخل بالشرف، وأن لا يكون عضوا بالمجلس المكلف بالسلطة التشريعية في الفترة النيابية التي قدم فيها الترشيح، مع اشتراط عدم تحمل أي مسؤولية صلب حزب التجمع الدستوري الديمقراطي المنحل أو مناشدة رئيس الجمهورية المخلوع للترشح لمدة رئاسية جديدة وعدم تحمل مسؤولية في الحكومة أو تقلد منصب وال أو كاتب عام ولاية أو معتمد طيلة حكم الرئيس المخلوع.

رأي المحكمة الإدارية حول

استشارة خاصة تتعلق بطلب رأي المحكمة الإدارية بخصوص إجراءات استكمال مسار إرساء الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب.

إنّ الدائرة الاستشارية الثانية بالمحكمة الإدارية، بناء على الكرامة الصادر عن رئيس مجلس نواب الشعب تحت عدد 164 المؤرخ في 12 جوان 2015 والمسجل بكتابة المحكمة في التاريخ ذاته و المتضمن عرض الاستشارة المذكورة. وعملا بالفصل الرابع من القانون عدد 40 لسنة 1972 المؤرخ في أول جوان 1972 المتعلق بالمحكمة الإدارية المنقح والمتمم بالقانون الأساسي عدد 67 لسنة 1983 المؤرخ في 21 جويلية 1983 وبالقانون الأساسي عدد 39 لسنة 1996 المؤرخ في 3 جوان 1996 وبالقانون الأساسي عدد 79 لسنة 2001 المؤرخ في 24 جويلية 2001 وبالقانون الأساسي عدد 11 لسنة 2002 المؤرخ في 04 فيفري 2002 وبالقانون الأساسي عدد 98 لسنة 2002 المؤرخ في 25 نوفمبر 2002 وبالقانون الأساسي عدد 70 لسنة 2003 المؤرخ في 11 نوفمبر 2003 وبالقانون الأساسي عدد 7 لسنة 2008 المؤرخ في 13 فيفري 2008 وبالقانون الأساسي عدد 63 لسنة 2009 المؤرخ في 12 أوت 2009، وآخرها القانون الأساسي عدد 2 لسنة 2011 المؤرخ في 3 جانفي 2011.

وبعد الإطلاع على نص الاستشارة،

وبما أن المناقشة في مشروع الرأي تجلسها المنعقدة بتاريخ 25 جوان 2015،

تبدي الرأي الآتي نصّه:

تثير الاستشارة الماثلة إشكالين قانونيين يتعلّق الأوّل بمدى سلامة الإجراءات المزمع اتّخاذها من قبل رئيس اللجنة الحائسة للانضمامية سواء بحسب نواب الشعب، بخصوص إلغاء الترشيحات السابقة لعضوية الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب والمدلى بها للجنة الحقوق والحريات والعلاقات الخارجية صلب المجلس الوطني التأسيسي وفتح باب الترشيحات من جديد بقرار صادر عن رئيس اللجنة الأولى في الذّكر، أمّا الإشكال الثاني فيتعلّق بوجاهة إصدار قرار تمديد في أجل قبول الترشيحات من جديد بالنظر لاختلاف الجهة المصدرة لقرارات التّسديد بين المجلس الرّبطي التأسيسي ومجلس نواب الشعب و بالنظر لأهميّة الفترة الزّمنيّة الفاصلة بين قرار فتح الترشيحات وقرار التّسديد من تأثير على مدى استجابة المترشّحين السّابقين لشروط الترشيح.

إجابة عن الإشكالتين المطروحتين تجدر الملاحظة أنّ أعمال اللجنة الخاصّة المنصوص عليها بالفصل 7 من القانون الأساسي عدد 43 لسنة 2013 المؤرّخ في 21 أكتوبر 2013 المتعلّق بالهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب، تتمثّل في فتح باب الترشيحات بمقتضى قرار من رئيسها والتّثبيت من مطابقتها للشّروط المطلوبة ثمّ تويب المترشّحين كلّ حسب اختصاصه ثمّ اختيار ثلاثة أضعاف العدد المطلوب من الأعضاء كلّ اختصاص و إعداد قائمة في ذلك يراعي فيها مبدأ التناصف في الاختيار و يرتّب صلبها أسماء المترشّحين أجدديًا لتعرض في النهاية على الجلسة العامّة للمجلس النيابي لاختيار أعضاء الهيئة المذكورة بأغلبية النّواب عن طريق التصويت السّري على الأسماء. كما تجدر الملاحظة أنّ تعهّد اللجنة الانتخابية الخاصّة بمجلس نواب الشعب بالأعمال المذكورة أعلاه لا يوتّر في سلامة الترشيحات لعضوية الهيئة المذكورة العامل بما الجهة المحقّقة، والحريات والعلاقات الخارجية بالمجلس الوطني التأسيسي على معنى الفصل 27 من القانون الأساسي عدد 43 لسنة 2013 سالف الذّكر. بناء عليه، وبالرّغم من اختلاف التعهّد بالأعمال المشار إليها أعلاه بين اللّجنتين المذكورتين فإنّه من المتحمّم على رئيس اللجنة الخاصّة الانتخابية إصدار قرار في التّسديد في فتح أجل الترشيحات من جديد بالنظر لكونه الجهة المخوّلة لذلك على معنى الفقرة الأخيرة من الفصل 7 سالف الذّكر، وذلك ضمانا لحقوق من سبق لهم أن قدّموا ترشّحاتهم في

ظّل المجلس الوطني التأسيسي بالنظر لكون شروط قبول هذه الترشيحات على معنى الفصل 6 من القانون الأساسي المذكور بقيت على حالها دونما تغيير. هذا بالإضافة لحوّلها شروطا موضوعية بالأساس تبقى بمفهومها الترشيحات المقدّمة على ضوئها والتي إن لم يطرأ عليها أيّ تغيير إلى حدود إصدار قرار التمديد من جديد قائمة الذات. أمّا في خصوص تلك التي طرأ عليها تغيير بفقدان أحد شروط الترشح منذ إصدار قرار فتح الترشيحات و إلى حدود قرار التمديد المتجه لإصداره، فإنّ اللّجنة المختصة على معنى الفصل 7 المذكور تبقى المخولة دون سواها أيضا بالتبث من مدى الاستجابة لمحمل الشروط من عدمه واختيار فقط المرشحين المستوفين لكلّ الشروط المطلوبة بالنسبة إلى كلّ اختصاص منشود لإدراجهم بالتالي صلب القائمة التي ستعرض على الجلسة العامة لمجلس نوّاب الشعب قصد التصويت و اعتبار أعضاء الهيئة الوطنية للولاية من التعذيب.

وصادر هذا الرأي لي

الرئيس الأوّل للمحكمة الإدارية

الإمام: محمد فوزي بن حماد

الرّائد الرّسيميّ للجمهورية التونسية

عدد 59

السنة 158

الجمعة 8 شوال 1436 - 24 جويلية 2015

المحتوى

الأوامر والقرارات

مجلس نواب الشعب

قرار من رئيس اللجنة الانتخابية بمجلس نواب الشعب مؤرخ في 14 جويلية 2015 يتعلق بمنح أجل إضافي خامس لقبول الترشيحات لعضوية الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب..... 1997

رئاسة الجمهورية

قرار من الوزير مدير الديوان الرئاسي مؤرخ في 13 جويلية 2015 يتعلق بتفويض حق الإمضاء في المادة التأريبية..... 1998
قرارات من الوزير مدير الديوان الرئاسي مؤرخة في 13 جويلية 2015 تتعلق بتفويض حق الإمضاء .. 1999

رئاسة الحكومة

إنهاء مهام مكلف بأمرورية..... 2001
قرار من رئيس الحكومة مؤرخ في 10 جويلية 2015 يتعلق بضبط كيفية تنظيم المناظرة الداخلية بالملفات للترقية إلى رتبة محلل رئيس بسلك محلي وتقني الإعلامية للإدارات العمومية بالمحكمة الإدارية..... 2002
قرارات من رئيس الحكومة مؤرخة في 13 جويلية 2015 تتعلق بتفويض حق الإمضاء..... 2003

الأوامر والقرارات

مجلس نواب الشعب

قرر ما يلي :

الفصل الأول . يمنح أجل إضافي خامس لتقديم الترشيحات لعضوية الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب ينطلق يوم 1 أوت 2015 وينتهي يوم 30 سبتمبر 2015 بدخول الغاية.

الفصل 2 . يرسل ملف الترشيح وجوبا عبر البريد مضمون الوصول مع الإعلام بالبلوغ في ظرف مغلق باسم رئيس اللجنة الانتخابية وذلك إلى مقر مجلس نواب الشعب على العنوان التالي : مجلس نواب الشعب، باردو، 2000.

توضع على الظرف عبارة "مطلب ترشح لعضوية الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب" مع التنصيص على عبارة "لا يفتح".

الفصل 3 . تعتمد اللجنة في عملية الفرز المطالب الواردة عليها تطبيقا لأحكام هذا القرار، وكذلك المطالب الواردة على لجنة الحقوق والحريات والعلاقات الخارجية بالمجلس الوطني التأسيسي تطبيقا لأحكام قرارات رئيسة اللجنة المؤرخة على التوالي في 13 نوفمبر 2013 و 12 ديسمبر 2013 و 31 مارس 2014 و 16 ماي 2014 و 15 أوت 2014 و 6 أكتوبر 2014.

الفصل 4 . يسمح بصفة استثنائية للمرشحين الذين سبق أن قدموا ملفات ترشح تطبيقا لأحكام قرارات رئيسة لجنة الحقوق والحريات والعلاقات الخارجية بالمجلس الوطني التأسيسي المؤرخة على التوالي في 13 نوفمبر 2013 و 12 ديسمبر 2013 و 31 مارس 2014 و 16 ماي 2014 و 15 أوت 2014 و 6 أكتوبر 2014 ولم تكن مستوفية لجميع الوثائق المطلوبة أن يستكملوها خلال المدة المحددة بالفصل الأول من هذا القرار وطبقا للإجراءات المنصوص عليها بأحكامه.

الفصل 5 . لا تقبل مطالب الترشيح المرسله خارج الأجل المحددة بالفصل الأول من هذا القرار.

ويعتمد لمعرفة تاريخ الإرسال ختم البريد.

الفصل 6 . يشترط في المترشح لعضوية الهيئة أن يكون تونسي الجنسية، وبالغا من العمر 25 عاما على الأقل، وأن يكون نزيها ومستقلا ومحابدا، كما يشترط أن لا يكون قد صدر في حقه حكم بات بالتفليس أو تم عزله أو إغافوه من مهامه لسبب محل الشرف، وأن لا يكون عضوا بالمجلس المكلف بالسلطة التشريعية في الفترة النيابية التي قدم فيها الترشيح، مع اشتراط عدم تحمل أي مسؤولية صلب حزب التجمع الدستوري الديمقراطي المنحل أو مناشدة رئيس الجمهورية المخلوع للترشح لمدة رئاسية جديدة وعدم تحمل مسؤولية في الحكومة أو تقلد منصب وال أو كاتب عام ولاية أو معتمد طيلة حكم الرئيس المخلوع.

قرار من رئيس اللجنة الانتخابية بمجلس نواب الشعب مؤرخ في 14 جويلية 2015 يتعلق بمنح أجل إضافي خامس لقبول الترشيحات لعضوية الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب.

إن رئيس اللجنة الانتخابية بمجلس نواب الشعب، بعد الاطلاع على الدستور،

وعلى القانون الأساسي عدد 43 لسنة 2013 المؤرخ في 21 أكتوبر 2013 المتعلق بالهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب وخاصة الفصل 7 منه،

وعلى النظام الداخلي لمجلس نواب الشعب وخاصة الفصل 93 منه،

وعلى قرار رئيسة لجنة الحقوق والحريات والعلاقات الخارجية بالمجلس الوطني التأسيسي المؤرخ في 13 نوفمبر 2013 المتعلق بفتح باب الترشيحات لعضوية الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب،

وعلى قرار رئيسة لجنة الحقوق والحريات والعلاقات الخارجية بالمجلس الوطني التأسيسي المؤرخ في 12 ديسمبر 2013 المتعلق بالتصديق في أجل قبول الترشيحات لعضوية الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب،

وعلى قرار رئيسة لجنة الحقوق والحريات والعلاقات الخارجية بالمجلس الوطني التأسيسي المؤرخ في 31 مارس 2014 المتعلق بمنح أجل إضافي لقبول الترشيحات لعضوية الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب،

وعلى قرار رئيسة لجنة الحقوق والحريات والعلاقات الخارجية بالمجلس الوطني التأسيسي المؤرخ في 16 ماي 2014 المتعلق بمنح أجل إضافي ثان لقبول الترشيحات لعضوية الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب،

وعلى قرار رئيسة لجنة الحقوق والحريات والعلاقات الخارجية بالمجلس الوطني التأسيسي المؤرخ في 15 أوت 2014 المتعلق بمنح أجل إضافي ثالث لقبول الترشيحات لعضوية الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب،

وعلى قرار رئيسة لجنة الحقوق والحريات والعلاقات الخارجية بالمجلس الوطني التأسيسي المؤرخ في 6 أكتوبر 2014 المتعلق بمنح أجل إضافي رابع لقبول الترشيحات لعضوية الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب.

- الفصل 7 . يحتوي ملف الترشيح وجوبا على الوثائق التالية :
- 1 . الوثائق المشتركة بين جميع الأصناف :
 - مطلب ترشح معرف بالإمضاء (أنموذج قابل للتحميل على الموقع الإلكتروني (www.arp.tn).
 - استمارة الترشيح معرفة بالإمضاء (أنموذج قابل للتحميل على الموقع الإلكتروني (www.arp.tn).
 - التصريح على الشرف معرف بالإمضاء (أنموذج قابل للتحميل على الموقع الإلكتروني (www.arp.tn).
 - السيرة الذاتية (اختياري).
 - نسخة من بطاقة التعريف الوطنية أو من جواز سفر تونسي.
 - مضمون من الحالة المدنية لم تمض على تسليمه مدة ثلاثة أشهر.
 - بطاقة عدد 3 أو وصل في الإيداع شرط أن يتم تقديم البطاقة قبل تاريخ اجتماع لجنة الفرز.
 - صورتان شمسيتان.
 - نسخة من الشهادات العلمية المتحصل عليها.
 - نسخة مطابقة للأصل من أعلى شهادة علمية.
 - 2 . الوثائق الخاصة بكل صنف :
 - في صنف ممثلي المنظمات والجمعيات :
 - شهادة صادرة عن المنظمات والجمعيات المعنية تثبت تحمل مسؤولية لمدة سنتين على الأقل في مجال حقوق الإنسان.
 - في صنف الأساتذة الجامعيين :
 - الشهادات العلمية أو المعادلة لها أو المنظرة بها والتي تفيد الاختصاص في المجال الاجتماعي.
 - شهادة تفيد صفة الجامعي من الهياكل المعنية.
 - في صنف مختص في حماية الطفولة :
 - شهادة تفيد الاختصاص في مجال حماية الطفولة.
 - في صنف ممثلي قطاع الحمامة :
 - شهادة ترسيم بالهيئة الوطنية للمحامين تفيد صفة المحامي لم تمض على تسليمها مدة ثلاثة أشهر.
 - في صنف ممثلي الأطباء :
 - شهادة تفيد الترسيم في العمادة الوطنية للأطباء بالجمهورية التونسية لم تمض على تسليمها مدة ثلاثة أشهر.

. في صنف القضاة :

قرار الإحالة على التقاعد.

الفصل 8 - ينشر هذا القرار بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

باردو في 14 جويلية 2015.

رئيس اللجنة الانتخابية
بدر الدين عبد الكافي

رئاسة الجمهورية

قرار من الوزير مدير الديوان الرئاسي مؤرخ في 13 جويلية 2015 يتعلق بتفويض حق الإمضاء في المادة التأديبية.

إن الوزير مدير الديوان الرئاسي.

بعد الاطلاع على الدستور.

وعلى القانون عدد 112 لسنة 1983 المؤرخ في 12 ديسمبر 1983 المتعلق بضبط النظام الأساسي العام لأعوان الدولة والجماعات المحلية والمؤسسات العمومية ذات الصبغة الإدارية. وعلى جميع النصوص التي نقحته أو تمتمت وخاصة المرسوم عدد 89 لسنة 2011 المؤرخ في 23 سبتمبر 2011.

وعلى الأمر عدد 384 لسنة 1975 المؤرخ في 17 جوان 1975 المتعلق بالترخيص للوزراء وكتاب الدولة بتفويض حق الإمضاء.

وعلى الأمر عدد 1953 لسنة 1990 المؤرخ في 26 نوفمبر 1990 المتعلق بتنظيم مصالح رئاسة الجمهورية كما تم إتمامه بالأمر عدد 2136 لسنة 2001 المؤرخ في 15 سبتمبر 2001 والأمر عدد 2473 لسنة 2012 المؤرخ في 16 أكتوبر 2012.

وعلى الأمر عدد 503 لسنة 2011 المؤرخ في 10 ماي 2011 المتعلق بتسمية السيد إبراهيم نافع مستشارا أول لدى رئيس الجمهورية.

وعلى الأمر عدد 723 لسنة 2011 المؤرخ في 15 جوان 2011 المتعلق بتكليف السيد إبراهيم نافع بمهام مدير عام للمصالح المشتركة برئاسة الجمهورية.

وعلى الأمر الرئاسي عدد 1 لسنة 2014 المؤرخ في 31 ديسمبر 2014 المتعلق بتعيين السيد رضا بالحاج مديرا للديوان الرئاسي.



